



UNRISD

United Nations Research Institute for Social Development

Expérience de la ville de Dakar dans la conception, l'exécution et l'évaluation des politiques publiques pour les organisations et entreprises coopératives d'économie sociale et solidaire

**Forum virtuel Mondial Gsef20
Du 19 au 23 octobre 2020**

Mr. Malick DIOP, *Juriste, Coordonnateur national du Réseau des Acteurs et des Collectivités Territoriales pour l'Economie Sociale et Solidaire au Sénégal (RACTES)*



CONTEXTE DE L'ETUDE

Au national, le **contexte est plutôt favorable** au développement d'un écosystème de l'ESS :

- une **volonté politique** de plus en plus engagée , avec la création d'un **Ministère dédié à l'ESS**, en 2017,
- Un **cadre juridique en construction** avec un processus d'élaboration d'une lettre de politique sectorielle et d'une loi cadre de l'ESS, qui devrait mieux organiser la gouvernance du secteur.
- un **réseau dense d'initiatives socio économiques** qui a besoin d'être accompagné à l'échelle locale,
- Une **mouvance internationale et nationale** en faveur de L'ESS



PROCESSUS D'ACCOMPAGNEMENT D'ESS

- Depuis 1990, la ville a initié **plus 10 grands projets isolés, sans un lien de cohérence de stratégie politique définie**, comme un plan de développement d'ESS conçu, mis en œuvre et évalué avec les différentes phases de la conception, impliquant les acteurs concernés et les interactions avec le gouvernement central, etc.
- Toutefois, ces projets peuvent **constituer un socle d'une politique ESS.**



LIMITES DE L'ACCOMPAGNEMENT ESS

- Un **défaut de coordination**, de promotion et de visibilité d'une politique cohérente et planifiée de l'ESS.
- une **faiblesse du dispositif législatif** et réglementaire de l'ESS,
- un **déficit en ressources humaines** susceptibles d'accompagner un processus de développement de l'ESS,
- une **insuffisance des mécanismes de financement** et d'accompagnement des projets d'ESS.



PRISE DE DECISION

- Au niveau national : Le ministère est en train de mettre ne place deux outils d'aide à la décision: la LSPMESS et la loi cadre.
- La Ville s'appuie :
- **Au niveau politico juridique**, le Débat sur les Orientations du Budget est une disposition du Code des CT AL **253**,
- **Au niveau stratégique**, la Direction de la Planification du Développement Durables, (DPDD).
- **Au niveau opérationnelle**, il existe plusieurs structures dont la DASS, FODEM, CEPEM, le CM, MECMU, la coopérative d'habitat...

La multiplicité des structures en charge l'ESS ne facilite pas une PP locale planifiée. Ainsi, la ville gagnerait à clarifier et à structurer davantage **le centre de responsabilité de la décision en un département fort en charge de la politique de l'ESS**



MÉCANISMES PARTICIPATIFS

- Un **Conseil Consultatif** de la ville de Dakar, un outil de gestion participative, installé le 08 septembre 2009,
- Un **comité d'orientation et de sélection** des projets ESS, un processus **ouvert**,
- Des **ateliers d'informations publiques** : un mécanisme de planification ascendante



CADRE JURIDIQUE

- ***Une multiplicité des formes juridiques*** qui se réclament du champ de l'ESS.

Famille d'acteurs	Types OESS	%
Entreprises collectives	Coopératives, Mutuelles, Fondations, Groupements intérêt économique	5%
Entreprises sociales	Associations, organisations communautaires de base, incubateurs à finalité sociale et/ou environnementale; entreprises privilégiant l'utilité sociale, etc.	10%
Structures d'accompagnement	ONG, Fédérations, incubateurs d'entreprises sociales, Initiatives publiques et privées, Fonds dédiés à l'ESS, etc.	8%



APPUI AUX ORGANISATIONS D'ESS

- Au niveau national : Le Gouvernement a mis en place de plusieurs dispositifs de financement et d'encadrement – DER, APDA, ANCAR, CMU) ...
- Au niveau local: la ville a mis en place **des structures décentralisées** d'accompagnement, **d'un fonds de soutien** pour le financement des OESS et **une éligibilité simplifiée** de renforcement des capacités des avec la triptyque avec **Formation, Financement et Encadrement.**



ACCES AU MARCHE ET AU FINANCEMENT

- **Absence encore un cadre incitatif** pour faciliter l'accès à la commandes publiques
- **Existence de plusieurs structures de financement** qui sont généralement **peu adaptées** aux réalités des OESS; des banques et des Institutions de Microfinance des Agences Nationales de Promotion et de financement des Jeunes et des femmes ou d'insertion à l'emploi...



COLLECTE DE DONNEES ET RECHERCHES

Il n'existe **pas un dispositif systématique** de collecte, de recherche et de partage de connaissance sur l'ESS

Les limites de productions systématiques de données sont dues :

- ***au Déficit de capitalisation des expériences.***
- ***à la faiblesse des données statistiques.***



QUELQUES PISTES / RECOMMANDATIONS

- Intégrer l'ESS dans les politiques territoriales à travers *l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie locale de développement de l'ESS.*
- Coordonner les projets et structures d'appui en centraliser le centre de décision en *une Direction ESS.*
- Accompagner a mise en place de *Pôles ESS dans les communes*, pour encourager la chaines des valeurs.
- Renforcer les *mécanismes* ouvrant à une *contractualisation* avec les OESS et les entreprises sociales.



Merci pour votre attention

